

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
DE FORT-DE-FRANCE

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
PALAIS DE JUSTICE
97262 FORT-DE-FRANCE
TEL 05.96.48.41.41

4F

33 lotissement la Sagesse
97215 Rivière-salée

V/REF :

N/REF : 2015 B 38 / 2015-A-124

Le Greffier du Tribunal Mixte de Commerce DE FORT-DE-FRANCE certifie qu'il a reçu le 13/01/2015, les actes suivants :

Statuts constitutifs en date du 07/10/2014

Concernant la société

4F

Société à responsabilité limitée
33 lotissement la Sagesse
97215 Rivière-salée

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2015-A-124 le 13/01/2015

R.C.S. FORT DE FRANCE TMC 808 837 579 (2015 B 38)

Fait à FORT-DE-FRANCE le 13/01/2015,

LE GREFFIER





ENVOI EN GED

GREFFE DU
TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
DE FORT-DE-FRANCE
TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
PALAIS DE JUSTICE
97262 FORT-DE-FRANCE
TEL 05.96.48.41.41

4F

33, lotissement la Sagesse
97215 Rivière-salée

Date Chrono : 13/01/2015

Type de document : Statuts

N° de dépôt : 2015A124

Siren : 808 837 579



GED00083513

15/A/126

4F

Société à responsabilité limitée
Au capital de 10 000 euros
Siège social : RIVIERE SALEE (97215)
33 lotissement Sagesse
Société en cours d'immatriculation au RCS de FORT DE FRANCE

LES SOUSSIGNÉS :

- ▶ **Monsieur Maxime Denis Georges MARTINI, Gérant de sociétés, né à POINTE A PITRE (97110) le 18 janvier 1977, demeurant à ABYMES (97142), Morne Boissard, Partenaire de Mademoiselle Florence Laure NESTY, aux termes d'un Pacte Civil de Solidarité enregistré le 02 décembre 2010,**
 - ▶ **Monsieur Frédéric Michel NESTY, Directeur Exécutif, né à ROSNY SOUS BOIS (93) le 04 mars 1977, demeurant à RIVIERE SALEE (97215), 33 Lotissement Sagesse, Marié sous le régime de la participation aux acquêts avec Madame Vanessa Marie Carmen Jeanne DIDIER, aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Monique LEPELLETIER-DUVAL notaire au LAMENTIN (97232), le 30 juin 2003 préalable à leur union célébrée à la Mairie de GOYAVE (97128), le 19 juillet 2003.**
 - ▶ **Madame Vanessa Marie Carmen Jeanne DIDIER épouse NESTY, Responsable Marketing, née à FORT DE FRANCE (97200) le 02 mai 1976, demeurant à RIVIERE SALEE (972), Lotissement Sagesse : Mariée sous le régime de la participation aux acquêts avec Monsieur Frédéric Michel NESTY, aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Monique LEPELLETIER-DUVAL notaire au LAMENTIN (97232), le 30 juin 2003 préalable à leur union célébrée à la Mairie de GOYAVE (97128), le 19 juillet 2003**
 - ▶ **Mademoiselle Florence Laure NESTY, Responsable juridique, née aux ABYMES (97139), le 07 octobre 1979, demeurant à ABYMES (97142), Morne Boissard, Partenaire de Monsieur Maxime Denis Georges MARTINI , aux termes d'un Pacte Civil de Solidarité enregistré le 02 décembre 2010 et mentionné en marge de son acte de naissance le 09 décembre 2010**
- Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

MM *VN* 1

4F

Société à responsabilité limitée
Au capital de 10 000 euros
Siège social : RIVIERE SALEE (97215)
33 lotissement Sagesse

Société en cours d'immatriculation au RCS de FORT DE FRANCE

STATUTS

ARTICLE 1 – FORME

La Société est une Société à responsabilité limitée. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur et, notamment, par les dispositions anciennes de la loi du 24 juillet 1966 désormais codifiées dans le chapitre III du Titre II du Livre II du Code de Commerce modifiées lui-même par la loi NRE 2001-420 du 15 mai 2001, celles du chapitre III du Décret modifié du 23 mars 1967, celles de l'ordonnance n° 2004-274 du 25 mars 2004 et celles de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet en France, aux Antilles-Guyane et à l'étranger :

- Toutes activités de holding, et notamment l'élaboration , la mise en œuvre et le contrôle d'une politique dite de 'groupe'
- Les conseils en matière de stratégie et politique commerciale,
- Prise de participation sous toutes formes et notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion dans toutes sociétés, consortiums, associations, ou autres groupements, créés ou à créer,
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance tous meubles, immeubles et fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers se rapportant à l'un des objets précités ;
- l'acquisition, la prise, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant les activités se rapportant à l'un des objets précités ;

- l'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la vente en totalité ou en partie et l'échange de tous terrains, immeubles, droits de surélévation, et autres droits immobiliers ;

et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son développement ou son extension.

ARTICLE 3 – DENOMINATION

La société a pour dénomination sociale : 4F

Elle a également pour nom commercial : 4F

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "Société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à RIVIERE SALEE (97125), 33 lotissement Sagesse.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire de l'assemblée des associés.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de FORT DE FRANCE, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social commencera à la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, et se terminera le 31 décembre 2015.

ARTICLE 7 – APPORTS

A la constitution de la société, il a été fait exclusivement des apports en numéraire pour la somme de DIX MILLE (10 000) EUROS, répartis comme suit :

- Apports en numéraire de Monsieur Maxime MARTINI :

A MM VN

la somme de DEUX MILLE SIX CENT CINQUANTE EUROS (2 650 euros)

- Apports en numéraire de Monsieur Frédéric NESTY :

la somme de DEUX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (2 450 euros)

- Apports en numéraire de Madame Vanessa DIDIER épouse NESTY :

la somme de DEUX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (2 450 euros)

- Apports en numéraire de Mademoiselle Florence NESTY :

- la somme de DEUX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (2 450 euros)

Soit un total des apports formant le capital social de DIX MILLE EUROS (10 000 €).

La totalité de ces apports en numéraire, soit la somme de DIX MILLE (10 000) euros a été déposée, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la CAISSE DE CREDIT MUTUEL (972 MARTINIQUE), ainsi qu'il résulte du certificat de dépôt de fonds établi par le banquier dépositaire.

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE EUROS (10 000 Euros).

Il est divisé en MILLE (1000) parts sociales de DIX (10) euros chacune, entièrement souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-dessus et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

► Monsieur Maxime MARTINI

A concurrence de DEUX CENT SOIXANTE CINQ PARTS,

ci.....265 parts

► Monsieur Frédéric NESTY

A concurrence de DEUX CENT QUARANTE CINQ PARTS,

ci.....245 parts

► Madame Vanessa DIDIER épouse NESTY

A concurrence de DEUX CENT QUARANTE CINQ PARTS,

ci.....245 parts

Handwritten signatures: MM, VN, and a small mark.

► Mademoiselle Florence NESTY

A concurrence de DEUX CENT QUARANTE CINQ PARTS,

ci.....245 parts

Total des parts formant le capital social :1000 parts

Les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

II - Réduction du capital social

1 - Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

2 - Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale extraordinaire des associés, décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital ayant pour effet de le porter à ce minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu valablement délibérer.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution de la Société, si au jour où il statue la régularisation a été effectuée.

ARTICLE 10 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de l'associé dans la Société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiés et publiés.

ARTICLE 11 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Les cessions de parts doivent être constatées par écrit.

La cession n'est opposable à la Société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Greffe du Tribunal de commerce.

2 - Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit des parts sociales appartenant à l'associé unique sont libres.

3 - En cas de pluralité d'associés, seules les cessions (à titre onéreux ou à titre gratuit et à l'exclusion des cas de fusion, absorption ou transfert universel de patrimoine) de parts sociales au profit de tiers étrangers à la Société, et en ce compris le conjoint, les ascendants ou descendants d'un associé, sont soumises à agrément dans les conditions prévues par les dispositions de la loi et du décret sur les sociétés commerciales.

4 - En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et, le cas échéant, son conjoint survivant.

5 - En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la Société continue soit avec un associé unique, si les parts sociales sont attribuées en totalité à l'un des époux, soit avec deux associés si lesdites parts sont partagées entre les époux.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires de parts sociales indivises sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il

appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Lorsque des parts sociales sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives autres que celles relatives à l'affectation des résultats sociaux.

ARTICLE 13 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'associé unique ou l'un des associés.

ARTICLE 14 - GERANCE

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée.

Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique : l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le Gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, à la signature sociale, donnée par les mots "Pour la Société - Le Gérant", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le Gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixées par décision de l'associé unique ou décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Handwritten signature/initials: MM UN N

ARTICLE 15 - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1^{er} du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 17 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée.

Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Les procès verbaux d'assemblées générales sont répertoriés dans un registre.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises aux lieux et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée générale afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

ARTICLE 18 – PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Les décisions collectives des associés sont prises en assemblées. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES :

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES :

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiées ou en société civile ;
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts ;

A MM VN N

- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves ;
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

CONSULTATIONS ECRITES – DECISION PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

ARTICLE 19 - INFORMATION DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

1 - L'associé unique non gérant, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

2 - Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

X MR VN ✓

En cas de pluralité d'associés, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut également être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 21 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, ainsi que tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est attribué à l'associé unique. Lorsque la Société comprend plusieurs associés, la part attribuée aux associés sur ce bénéfice est déterminée par l'assemblée générale.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associé unique ou décidées par l'assemblée générale.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans les neuf mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

L'associé unique ou l'assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, l'associé unique ou l'assemblée générale peut décider d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Aucune distribution ne peut être effectuée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite d'une telle distribution, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

ARTICLE 23 – PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'associé unique ou les associés doivent décider si la Société doit être prorogée ou non.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

1 - La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

2 - Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

3 - Lorsque la Société comporte plusieurs associés, la dissolution entraîne sa liquidation.

Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

A MM VN ✓

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

ARTICLE 25 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Article 26 – CONVENTION SUR LA PREUVE

Les présents statuts font référence à différents procédés de communication entre associés, et notamment aux moyens suivants :

Ecrit, notification, acte extra judiciaire, lettre recommandée avec ou sans avis de réception, assemblées générales, relatifs au droit de communication des associés, aux assemblées, aux feuilles de présence, aux procès-verbaux, aux comptes annuels et au rapport de gestion, au rapport annuel d'activité ou aux rapports des commissaires aux comptes ainsi qu'à la fourniture de toute pièce justificative.

Ces procédés – qui reposent sur des échanges sur support papier ou sur des réunions mettant les parties physiquement en présence – pourront être remplacés dans les communications entre associés par tous procédés techniques sécurisés présentant des garanties de fiabilité technique et de sécurité juridique équivalents, tel que notamment :

Visio conférence, messages et documents numériques revêtus ou non d'une signature électronique, lettre recommandée électronique, etc...

ARTICLE 27 – NOMINATION DU PREMIER GERANT

Le premier gérant sera nommé aux termes d'une Assemblée Générale réunie extraordinairement.

ARTICLE 28 - ACTES SOUSCRITS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Il a été présenté, avant la signature des statuts, un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, des engagements qui en résulteront pour la Société. Cet état est annexé aux présents statuts (*Annexe I*).

L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés entraînera de plein droit reprise par la Société desdits actes et engagements.

En outre, le gérant nommé aux termes des présentes agira au nom et pour le compte de la Société en formation, jusqu'à son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, passera les actes et prendra les engagements pour le compte de la Société.

L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés comportera reprise de ces actes et engagements.

ARTICLE 29 - ACTES A CONCLURE APRES LA SIGNATURE DES STATUTS MAIS AVANT L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE

Il a été présenté avant la signature des statuts un état des actes à conclure après la signature des statuts mais avant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

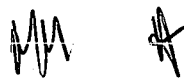
Cet état est annexé aux statuts (*Annexe II*).

Il est donné expressément mandat au gérant, nommé ci-dessus, d'accomplir lesdits actes dont l'immatriculation de la société emportera reprise automatique.

Fait à RIVIERE SALEE

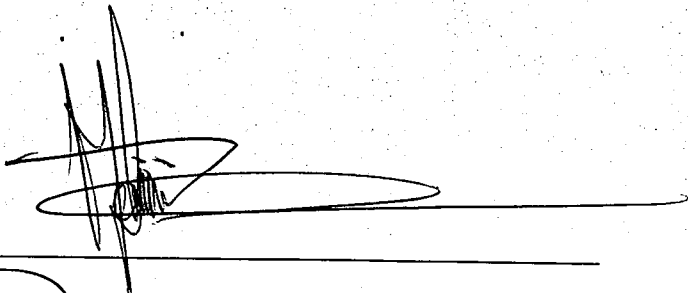
Le 7 octobre 2014

En autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

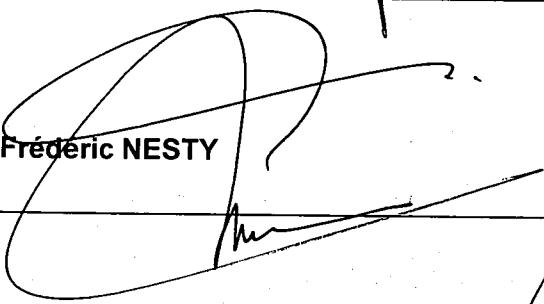


VN N

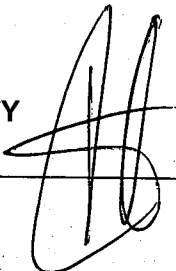
Pour l'associé dénommé Maxime MARTINI



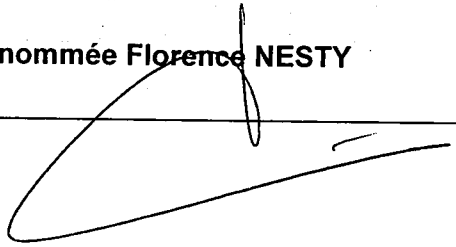
Pour l'associé dénommé Frédéric NESTY



Pour l'associée dénommée Vanessa DIDIER épouse NESTY



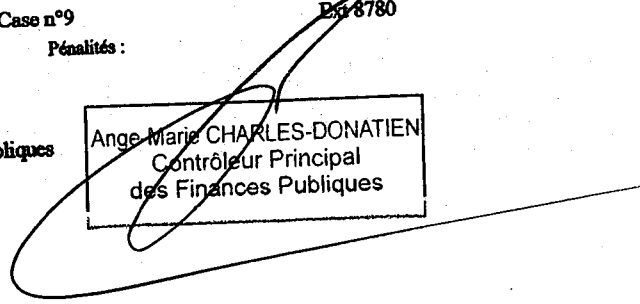
Pour l'associée dénommée Florence NESTY



Enregistré à : S.I.E. DE FORT DE FRANCE - POLE ENREGISTREMENT
Le 04/11/2014 Bordereau n°2014/1 452 Case n°9
Enregistrement : Exonéré Pénalités :
Total liquidé : zéro euro
Montant reçu : zéro euro
Le Contrôleur principal des finances publiques

Exp 8780

Ange Marie CHARLES-DONATIEN
Contrôleur Principal
des Finances Publiques



4F

Société à responsabilité limitée
Au capital de 10 000 euros
Siège social : RIVIERE SALEE (97215)
33 lotissement Sagesse
Société en cours d'immatriculation au RCS de FORT DE FRANCE

ANNEXE 1

**ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION
PREALABLEMENT A LA SIGNATURE DES STATUTS SOCIAUX**

En application des dispositions de l'article 28 des statuts, il a, préalablement à la signature des statuts, été passé pour le compte de la société en formation, les actes suivants :

- L'ouverture, au nom de la société, d'un compte bancaire, pour le dépôt des fonds constituant les apports en numéraire ;
- La conclusion d'une convention de mise à disposition à titre gratuit en vue de la domiciliation de la société au siège social tel qu'indiqué dans le cadre des présentes ;
- La signature d'une promesse de vente portant sur la totalité des titres de la SARL dénommés HADI

Société à responsabilité limitée
Au capital de 10 000 euros
Siège social : RIVIERE SALEE (97215)
33 lotissement Sagesse
Société en cours d'immatriculation au RCS de FORT DE FRANCE

ANNEXE II

**ETAT DES ACTES A CONCLURE APRES LA SIGNATURE DES STATUTS MAIS AVANT
L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE**

Il est donné expressément au gérant nommé aux présents statuts, mandat exprès, d'accomplir lesdits actes dont l'immatriculation de la société emportera reprise automatique :

- Accomplir toute formalité nécessaire en vue de l'immatriculation de la société et du démarrage des activités, signer tous documents afférents ;
- Prendre toutes mesures nécessaires à l'exercice de l'activité sociale au nom et pour le compte de la société en formation et à signer tout acte et accomplir toutes formalités à cet effet ;
- Ouvrir au nom de la société un compte d'avance auprès de toute banque afin de permettre d'engager les dépenses indispensables à la constitution et au fonctionnement de la société ;
- Signer tout contrat de franchise 'DESSANGE PARIS', ou tout renouvellement ou transfert s'il y a lieu;
- Faire toutes demandes de financement dudit fonds de commerce auprès de tous établissements bancaires ;
- Plus généralement, le pouvoir d'engager la société dans le cadre de la réalisation de l'objet social. Dans ce cadre, établir tout devis, faire tout achat, effectuer toutes prestations, percevoir et procéder à tout paiement, et prendre tous engagements dans le cadre de l'acquisition des titres de la SARL HADI et l'exploitation du salon de coiffure et d'esthétique connu sous l'enseigne 'DESSANGE PARIS' et exploité Centre Commercial 'La Galleria'(972).